



FINANCER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Grandes orientations et rôle du FMI

AVRIL 2015

2015 est une année cruciale — une année où la communauté internationale s’engagera à poursuivre une vision commune des objectifs de développement international jusqu’en 2030 et au-delà. Pour atteindre ces objectifs de développement durable (ODD), il sera nécessaire d’établir un partenariat entre les pays avancés, les pays émergents et les pays en développement, ainsi que les institutions internationales, pour veiller à ce que les politiques nécessaires soient mises en place et à ce que des ressources privées et publiques suffisantes soient mobilisées.

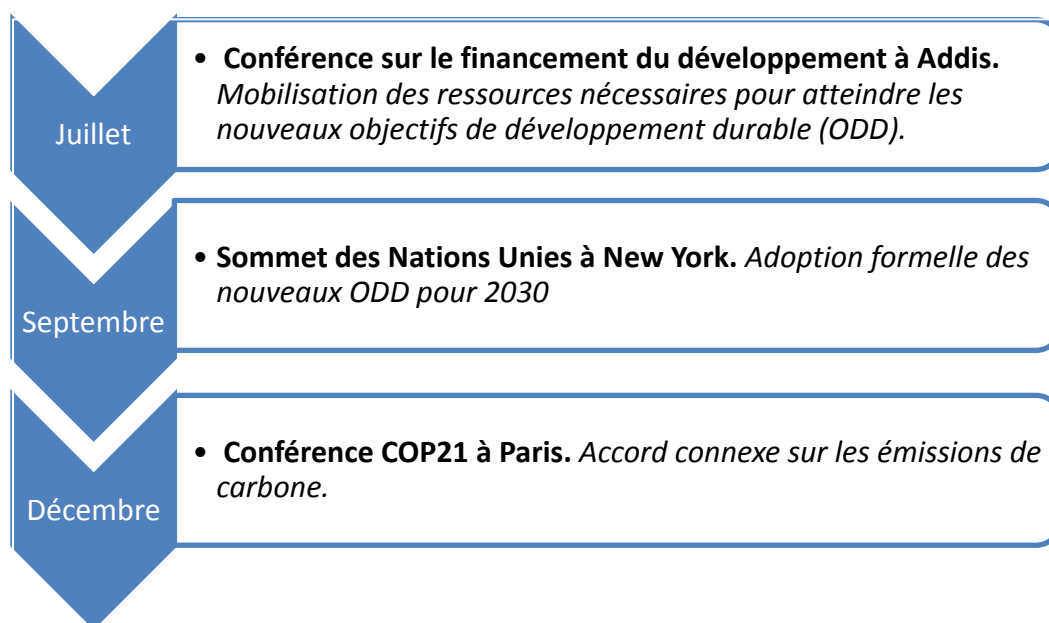
Étant donné sa dimension planétaire et son mandat au niveau national et multilatéral, le FMI se trouve dans une position unique pour contribuer à cet accord et à le mettre en œuvre. À cet effet, le FMI envisage de :

1. **relever l’accès des pays en développement aux ressources du FMI**, ce qui leur permettrait de mieux faire face à leurs besoins de financement de la balance des paiements tandis qu’ils cherchent à accélérer leur croissance;
2. **accroître l’aide à l’établissement de diagnostics et intensifier le renforcement des capacités** pour les pays qui cherchent à augmenter leur investissement pour réduire leur déficit d’infrastructures;
3. **mettre davantage l’accent sur l’équité, l’inclusion et l’équilibre des genres dans les travaux opérationnels**, en s’inspirant de l’analyse en cours et des travaux d’autres institutions;
4. **mettre davantage l’accent sur les pays fragiles et les pays touchés par des conflits**;
5. **intensifier de manière sélective le renforcement des capacités dans les domaines de la mobilisation des recettes, de la taxation de l’énergie et du développement des marchés financiers.**

2015 – UNE ANNÉE CRUCIALE POUR LE DÉVELOPPEMENT MONDIAL

La communauté internationale se rassemble pour jeter les bases d'un développement mondial durable jusqu'en 2030 et au-delà.

Principaux jalons en 2015 pour le développement durable



Les résultats obtenus par rapport aux OMD ont été globalement impressionnants, mais inégaux d'une région et d'un pays à l'autre

Depuis l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2000, la majorité des pays en développement ont accompli des progrès considérables sur le plan de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Mais ces progrès ont été inégaux selon les pays : les résultats ont été les moins bons dans les pays fragiles et les pays touchés par des conflits, et ont été insuffisants sur le plan de l'éducation et de la santé. Il s'agit de s'appuyer sur les bons résultats observés dans l'ensemble du monde en développement, en s'attaquant aux obstacles à la croissance et à l'inclusion dans les pays qui sont à la traîne.

Les ODD sont ambitieux, mais ils sont réalisables si la communauté internationale appuie des politiques nationales solides

Des réformes sont nécessaires au niveau national et international pour atteindre les ODD relatifs à la croissance, à l'équité et à l'environnement : ces réformes exigeront un partenariat étroit entre les pays avancés, les pays émergents et les pays en développement. Il sera important à cet égard d'accroître l'aide publique au développement, en particulier pour les pays les plus pauvres, et l'aide financière relative aux mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

ACTION MONDIALE

Il est nécessaire d'opérer des réformes et de coopérer à l'échelle internationale pour mettre en place un environnement international propice au développement durable.

L'évolution du paysage économique mondial présente de nouveaux problèmes et de nouvelles opportunités pour les pays en développement

L'économie mondiale a beaucoup changé depuis l'adoption des OMD. L'instabilité macroéconomique et financière mondiale constitue un risque pour tous les pays et il convient de s'y attaquer de manière préventive. L'intégration accrue des pays en développement dans l'économie mondiale a eu des effets bénéfiques importants, mais a aussi accru l'exposition de ces pays aux chocs extérieurs, et il est donc souhaitable d'accroître leur résilience macroéconomique.

Le rôle des grands pays émergents dans l'économie mondiale continuera de s'accroître, ce qui implique des changements dans les sources de la demande d'exportations et les flux de capitaux. Par ailleurs, l'évolution démographique variera nettement d'une région à l'autre, avec pour conséquences à la fois des opportunités (un dividende démographique) et la nécessité d'accélérer la création d'emplois dans beaucoup de pays en développement.

La stabilité de l'économie mondiale est une priorité collective

La crise mondiale récente a montré clairement que la stabilité de l'économie mondiale ne peut être tenue pour acquise : étant l'interconnectivité accrue, des événements financiers dans des pays systématiquement importants peuvent rapidement déborder sur d'autres pays, avec des effets négatifs considérables sur l'activité économique mondiale.

Pour promouvoir la stabilité systémique :

- Les dirigeants des pays principaux doivent dialoguer en permanence de manière à veiller à ce que les politiques nationales tiennent compte des effets de contagion et à ce que le dosage macroéconomique collectif contribue à la stabilité de l'économie mondiale.
- Les réglementations financières des principales places financières doivent être bien conçues, cohérentes entre elles et appliquées rigoureusement. Des réformes importantes ont été opérées, mais il reste du travail à accomplir dans plusieurs domaines importants.
- Le filet de sécurité financière mondiale doit assurer les pays et les investisseurs que leurs besoins de liquidités peuvent être satisfaits en cas de choc.

Ce que le FMI fera

Le FMI jouera un rôle de premier plan dans la coopération économique internationale, en offrant aux pays un espace de dialogue fondé sur des diagnostics et des analyses détaillés. Ces travaux recensent les risques et les facteurs de vulnérabilité, ainsi que les mesures, y compris de nouvelles réformes réglementaires, qui sont nécessaires pour consolider la stabilité

mondiale, limiter la volatilité et protéger tous les pays.

Le filet de sécurité financière mondiale à couches multiples, y compris un renforcement des capacités de prêt du FMI, qui a été mis en place pendant la crise récente a contribué à la stabilité, mais il reste sous-utilisé en période de turbulences. Le FMI examinera les éléments de ce filet de sécurité, y compris la nécessité d'une coopération étroite avec les mécanismes et les institutions régionaux afin de fournir une aide adéquate pour l'intégration financière des pays émergents.

La coopération internationale est importante

La coopération et la solidarité internationales sont nécessaires pour mettre en place un environnement propice au développement durable dans plusieurs domaines importants : a) libéralisation du commerce international ; b) coopération fiscale internationale ; c) mobilisation de ressources suffisantes pour l'aide au développement et le financement de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique; d) renforcement du dispositif de restructuration en temps opportun et efficace de la dette souveraine; e) lutte globale contre le changement climatique (voir tableau 1).

Ce que le FMI fera

Le FMI approfondira ses travaux sur les questions fiscales internationales qui sont importantes pour les pays en développement, en facilitant la mise en place d'un forum inclusif qui permettra d'examiner les questions fiscales d'intérêt commun et de promouvoir une meilleure coopération fiscale régionale.

Le FMI poursuivra son programme de travail concernant l'accroissement de l'efficacité des processus de résolution de la dette souveraine. Ces travaux reposent sur une approche contractuelle de marché où les nouvelles émissions de créances incluent des éléments qui facilitent une renégociation ultérieure de la dette. Une résolution efficace limite les conséquences négatives des problèmes d'endettement sur le développement.

Tableau 1. Priorités de l'action mondiale à l'appui du développement durable

Libéralisation du commerce international	Les pays en développement ont beaucoup à gagner d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles et non discriminatoire. Les discussions prolongées sur le cycle de Doha font apparaître les difficultés rencontrées pour renforcer le système actuel, bien que l'accord de Bali constitue un pas dans la bonne direction. Étant donné le nombre croissant d'accords commerciaux régionaux et autres accords préférentiels, il sera important de protéger et d'accroître les débouchés à l'exportation pour les pays en développement de plus petite taille qui ne sont pas inclus dans ces accords.
Coopération fiscale internationale	Il est nécessaire de renforcer la coopération afin de protéger les bases d'imposition et de limiter une concurrence fiscale aux effets néfastes. Pour assurer le succès du projet « Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices » du G20 et de l'OCDE, il convient d'inclure les pays en développement, notamment en veillant à ce que les règles fiscales traitent de leurs préoccupations. Un meilleur échange international des informations sur les contribuables peut aussi profiter aux pays en développement, dans le cadre de réformes plus larges du système des recettes. Il convient de continuer de chercher à accroître la transparence des informations fournies par les entreprises ¹ .
Aide publique au développement et financement de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique	Il devrait être prioritaire d'accroître le niveau de l'aide, y compris pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, pour les donateurs traditionnels et émergents, malgré leurs problèmes budgétaires. L'aide doit être orientée davantage vers les pays les plus pauvres ainsi que les pays fragiles ou touchés par un conflit, où les besoins sont les plus élevés. Il est possible d'accroître le rôle de l'aide comme moyen de mobiliser des financements privés dans des circonstances particulières ² .
Résolution de la dette souveraine	Si l'initiative PPTe et l'IADM ont réduit nettement le nombre de pays pauvres en situation de surendettement, il reste beaucoup de pays en développement dont la dette publique est élevée et lourde à supporter. Lorsque le niveau de la dette est insoutenable, il est généralement dans l'intérêt tant du créancier que de l'emprunteur en difficulté d'agir rapidement pour restructurer la dette, mais il est nécessaire de mettre en place un solide dispositif de résolution fondé sur les mécanismes de marché pour obtenir en temps opportun un résultat efficient.
Changement climatique	Le changement climatique représente un risque pour tous les pays, mais en particulier pour les pays en développement. La coopération internationale sera nécessaire face au réchauffement de la planète : il sera important de conclure un accord sur les objectifs nationaux de réduction des émissions de carbone lors de la conférence COP21. La plupart des pays en développement à faible revenu ont une faible empreinte carbone, mais elles auront besoin d'une aide financière pour s'adapter au changement climatique.

¹ La coopération internationale est nécessaire aussi pour s'attaquer aux flux financiers illicites qui ne sont pas liés à la fraude fiscale, tels que le blanchiment de capitaux et le transfert à l'étranger de fonds acquis grâce à la corruption.

² Pour des détails, voir *"From Billions to Trillions: Transforming Development Finance"* (avril 2015).

ACTION NATIONALE

Des politiques intérieures saines sont essentielles pour le succès du développement : le FMI peut contribuer à l'effort à l'aide de conseils, d'assistance technique et de concours financiers.

La résilience macroéconomique est nécessaire pour une croissance durable

Pour offrir un environnement propice à l'investissement privé, les gouvernements doivent veiller à ce que l'inflation soit modérée, atténuer les cycles de surchauffe et assurer la viabilité de la dette à moyen terme. L'intégration accrue dans l'économie mondiale et les bienfaits qui en découlent vont de pair avec une plus grande exposition aux chocs extérieurs, par la voie du commerce et des flux de capitaux.

Les cadres de politique macroéconomique doivent mettre l'accent sur la résilience aux chocs, en mettant en place des amortisseurs budgétaires et financiers, ainsi que des volants de réserves qui permettent à l'économie d'absorber un choc sans graves perturbations. L'accès à l'aide financière du FMI constitue un autre amortisseur important, en permettant d'accroître les réserves de change si nécessaire.

Ce que le FMI fera

L'évaluation de la situation macroéconomique et financière, des facteurs de vulnérabilité et des politiques économiques, ainsi que la formulation de recommandations concrètes sont au centre des relations du FMI avec les pays membres, et font partie des consultations au titre de l'article IV.

Pour aider davantage financièrement les pays tandis qu'ils redoublent d'efforts pour se développer, le FMI explore la possibilité d'un relèvement considérable de l'accès des pays en développement à son aide, tout en assurant le caractère autonome de sa capacité d'accorder des prêts concessionnels. Les mesures spécifiques qui sont envisagées sont décrites au tableau 2.

Le FMI intensifiera ses travaux pour aider les pays pré-émergents à s'adresser aux marchés de capitaux privés plutôt qu'à recourir à de l'aide, car ces pays font face à de nouvelles sources de vulnérabilité dans cette transition.

Le FMI collaborera avec les petits pays insulaires en développement pour établir des politiques qui leur permettront de réaliser une croissance soutenue, étant donné leur vulnérabilité particulière.

Étant donné l'importance de bonnes statistiques pour la prise de décisions, le FMI améliorera la diffusion et l'offre de données économiques nationales en établissant des plateformes de données ouvertes en nuage.

Tableau 2. Changements envisagés pour la politique de prêt du FMI

Propositions à envisager	
1	Relever l'accès aux prêts concessionnels (fonds fiduciaire RPC) pour les pays membres les plus pauvres et les plus vulnérables.
2	Relever l'accès aux prêts non concessionnels pour les pays à faible revenu qui se portent mieux et qui peuvent emprunter aux conditions du marché.
3	Élargir l'utilisation de l'aide financière de précaution pour les pays pré-émergents qui s'intègrent aux marchés des capitaux mondiaux.
4	Relever l'accès aux prêts à décaissement rapide pour les pays touchés par une catastrophe naturelle ou un conflit.
5	Appliquer le taux d'intérêt nul actuel à tous les prêts concessionnels.

Pour augmenter les dépenses de développement, il faut accroître les recettes budgétaires

Les pouvoirs publics ont besoin de recettes pour financer les biens publics, les services sociaux et les infrastructures indispensables au développement ; étant donné les besoins de dépenses urgents, il est prioritaire d'accroître les recettes intérieures dans la plupart des pays en développement. Il est vital pour les pays riches en ressources naturelles d'établir des régimes fiscaux bien conçus et transparents pour les industries extractives.

... et utiliser les ressources de manière plus efficace

La plupart des pays en développement disposent d'une marge de manœuvre considérable pour améliorer la composition et l'efficacité de leurs dépenses publiques. La réduction de subventions coûteuses (énergétiques et autres) peut libérer des ressources considérables, même après atténuation de l'effet de la hausse des prix sur les pauvres. Des réformes du secteur public peuvent conduire à une forte amélioration des résultats sur la santé et l'éducation dans les limites des enveloppes de recettes existantes. Une amélioration des pratiques de gestion des finances publiques peut améliorer le rapport coût-résultats et accroître l'impact des dépenses publiques.

Ce que le FMI fera

En tant que source d'expertise de premier plan sur les questions de fiscalité, le FMI utilise ses propres ressources et les ressources de donateurs pour offrir une vaste assistance visant à améliorer la mobilisation de recettes intérieures dans les pays en développement, notamment en concevant des régimes fiscaux efficaces pour les industries extractives. Le FMI fournit aussi une vaste assistance technique aux pays en développement en ce qui concerne l'amélioration de la qualité des dépenses publiques, de leur impact et de leur effet sur la distribution du revenu.

Le FMI établit de nouveaux outils analytiques d'évaluation de la transparence des finances publiques et de la capacité d'administration de l'impôt afin d'aider les pays à renforcer leurs institutions. Il entreprend aussi beaucoup de travaux sur les meilleurs moyens de réduire les subventions énergétiques.

Il est urgent de s'attaquer au déficit des infrastructures Les déficits considérables des infrastructures dans des domaines tels que l'énergie et les transports constituent un obstacle fondamental à la croissance dans beaucoup de pays en développement. Des décisions doivent être prises quant aux modalités d'exécution des projets d'infrastructures et au rythme approprié de l'augmentation de l'investissement, compte tenu des faiblesses des capacités de gestion, des contraintes d'absorption et de l'impact sur la viabilité de la dette.

Il est essentiel de renforcer les capacités dans les domaines de la gestion de projet, de la passation des marchés et des partenariats public-privé (PPP), ainsi que de renforcer les capacités de gestion de la dette.

Ce que le FMI fera

L'analyse de l'impact de l'augmentation de l'investissement public est un élément essentiel du dialogue du FMI avec ses pays membres en développement ; parmi les outils analytiques utilisés à cet effet figurent des modèles d'analyse de scénario, des cadres de viabilité de la dette et un nouvel outil d'évaluation des risques budgétaires des PPP.

La nouvelle politique du FMI sur les plafonds d'endettement offrira aux pays une plus grande souplesse pour satisfaire leurs besoins de financement tandis qu'ils accroissent leur investissement.

Le FMI approfondira son évaluation technique des capacités institutionnelles dans la gestion de l'investissement public, les PPP, la gestion de la dette et l'analyse de la viabilité de la dette. Lorsque des lacunes sont recensées, les services du FMI collaboreront avec d'autres organismes pour renforcer les capacités.

Avec le consentement des pays, le FMI publiera des évaluations périodiques des capacités d'investissement public : en fournissant de meilleures informations aux investisseurs, il réduira l'incertitude et encouragera les flux de capitaux.

Le développement du secteur financier est nécessaire pour la croissance ; la stabilité du secteur financier est indispensable aussi

Les pouvoirs publics jouent un rôle essentiel pour créer des conditions propices au développement du secteur financier en protégeant les droits des créanciers, en encourageant la concurrence et en facilitant la mise en place de nouveaux marchés (en cas de blocage à cause d'une défaillance du marché). L'expansion des circuits financiers est favorable à la stabilité macroéconomique, en offrant aux autorités plus de latitude pour mener une politique anticyclique, et au développement du secteur privé, en fournissant aux entreprises un plus large accès au financement. Mais il faut trouver un juste équilibre entre le développement du secteur financier et la nécessité d'en préserver la stabilité, étant donné l'impact considérable qu'une crise financière pourrait avoir sur la croissance et les finances publiques.

Ce que le FMI fera

Le FMI entreprend de vastes travaux d'analyse et de fond sur les questions relatives à la stabilité financière, et s'inspire de ses travaux pour ses conseils et son assistance technique, ainsi que pour ses évaluations des secteurs financiers nationaux (PESF). Il contribue au renforcement des capacités dans les domaines de la réglementation et du contrôle du secteur financier, et offre une assistance technique ciblée à l'appui du

développement des marchés financiers.

Le FMI concrétisera ses travaux analytiques en cours sur les meilleurs moyens d'encourager le développement des marchés financiers.

Pour pérenniser la croissance, il convient de chercher à bien en partager les bienfaits ...

La croissance est durable à long terme si ses bienfaits sont distribués de manière équitable. Les mesures qui visent à en partager les bienfaits constituent donc un élément important d'une stratégie de développement durable.

Parmi les principales mesures qui profitent aux plus démunis : a) améliorer la fourniture des services publics (santé, éducation et eau/assainissement) ; b) promouvoir la participation des femmes à l'économie, notamment grâce à des réformes du marché du travail et à l'élimination des obstacles juridiques ; c) accroître la productivité de l'économie rurale, où la pauvreté est concentrée; d) élargir l'accès aux services financiers; e) bien cibler les dispositifs de protection sociale.

... et de limiter la dégradation de l'environnement

La protection de l'environnement doit être adaptée en fonction des circonstances de chaque pays, mais ne devrait pas être considérée comme un « luxe » pour les pays plus pauvres.

Ce que le FMI fera

Le FMI a étendu ses travaux analytiques concernant les éléments du partage des bienfaits de la croissance qui ont une importance sur le plan macroéconomique, y compris sur l'emploi et la croissance, les inégalités, l'accès au crédit et l'impact économique des inégalités entre les genres. Le FMI a entrepris aussi une série de travaux sur le prix du carbone et les taxes environnementales.

Ces travaux seront développés, en s'inspirant des enseignements tirés des études pilotes en cours et des travaux d'autres institutions, afin d'apporter des messages concrets aux opérations-pays.

Le FMI fournira aux pays en développement une assistance technique à l'appui de la conception de systèmes de tarification du carbone qui sont faciles à gérer.

Les pays fragiles et les pays touchés par un conflit font face à des problèmes particuliers

Les pays fragiles et les pays touchés par un conflit font face à des problèmes de développement complexes, qui justifient une aide exceptionnelle de la communauté internationale jusqu'à ce qu'ils soient sortis de leur situation de fragilité — généralement un long processus.

Ce que le FMI fera

Le FMI s'emploie à améliorer l'efficacité de ses travaux avec les pays membres fragiles ou touchés par un conflit : il est conscient du fait que le travail avec ces pays doit être considéré comme un processus à long terme qui exige une coordination étroite avec les autres partenaires au développement.

Le FMI augmentera les ressources affectées aux travaux sur ces pays, tant pour les opérations-pays que pour le renforcement des capacités. Le renforcement des capacités dans les principaux organismes économiques publics constituera un élément clé de cet effort élargi.

ADDIS: PROCHAINES ÉTAPES

Le FMI est déterminé à contribuer à l'agenda du développement post-2015

La troisième conférence des Nations Unies sur le financement du développement, qui se tiendra en juillet, a pour objectif de dégager un consensus international sur les mesures qui sont nécessaires pour mobiliser des financements afin de favoriser la réalisation des nouveaux objectifs de développement durable.

Ce que le FMI fera

Le FMI participe pleinement aux discussions préparatoires ; en juin, il publiera un nouveau document sur la mise à jour du Consensus de Monterrey, et il a l'intention de définir ses propres nouveaux « résultats attendus » avant la conférence d'Addis.